

F. Fonvieille-Alguier, *Les Français dans la drôle de guerre*,
Coll. « L'Histoire que nous vivions », Paris, 1971, 471 p.

Jean-René Chotard

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700221ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700221ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1972). Compte rendu de [F. Fonvieille-Alguier, *Les Français dans la drôle de guerre*, Coll. « L'Histoire que nous vivions », Paris, 1971, 471 p.] *Études internationales*, 3(3), 417–418. <https://doi.org/10.7202/700221ar>

socialistes, une remise en cause doctrinale se fait jour.

À ces problèmes s'ajoutent ceux de l'investissement étranger en Belgique, de la dimension des régions économiques futures dans le cadre européen et surtout du dilemme entre le contrôle extérieur et intérieur que doit exercer un État dont on veut simultanément diminuer le pouvoir de contrôle centralisateur. Jusqu'aux syndicats qui se trouvent en difficulté alors qu'ils sont débordés par l'action radicale de certains milieux ouvriers (grèves sauvages de 1970). Ils pourraient être amenés, soit à favoriser la centralisation politique s'ils conservent le contrôle de leur base, soit, au contraire, à favoriser la régionalisation si les mesures générales-nationales qu'ils proposent ne recueillent pas l'adhésion des militants. L'auteur n'est pas loin de penser que la sclérose des syndicats traditionnels en Belgique a conduit à une tri-polarisation des forces économiques : patronat-organisations syndicales-classe ouvrière.

Telles sont les données générales du problème. La deuxième partie de ce petit essai est consacré à l'interprétation de cette évolution et l'auteur aboutit à une conclusion « d'indétermination totale » quant à l'avenir de la société belge. On peut aisément partager ce point de vue car la Belgique a toujours donné l'impression d'une évolution marquée par la précarité de ses équilibres multiples : cléricanisme-anti-cléricanisme, progressisme-conservatisme, bipartisme de gouvernement dans le tripartisme. Les coalitions de gouvernement ont toujours permis un certain progrès dans l'instabilité, mais il est évident qu'un changement de structures en raison du problème communautaire va bouleverser cet équilibre traditionnel. Dans quel sens ? Nul ne le sait.

Ferry de KERCKHOVE

*Science politique,
Université Laval.*

F. FONTVIEILLE-ALGUIER, *Les Français dans la drôle de guerre*, (Coll. « *L'Histoire que nous vivions* », Paris, 1971, 471p.

La France de 1939-40 a suscité une très abondante production historique ou littéraire. Fontvieille-Alguier lui consacre aussi un volu-

me. L'essayiste se tourne vers un sujet d'histoire. Le titre semble annoncer une étude de la population française au cours de cette guerre tellement étrange qu'elle conservera le qualificatif « drôle ». L'auteur, en effet, traite ce sujet, mais il écrit de longs chapitres sur la politique du gouvernement pendant cette crise.

Fontvieille-Alguier reprend volontiers le style satirique qu'il utilisa dans son pamphlet sur la Ve révolution « Réapprendre l'irrespect ». Avec des nuances parfois cyniques, il évoque l'opinion publique durant l'automne et l'hiver 1939-40. Il montre comment la population subit les événements et se trouve acculée à la guerre sans parvenir à une forme d'unanimité nationale. Le Français de 1940 est devenu un citoyen sans conviction solidement établie. De la collaboration avec l'ennemi jusqu'au pacifisme, aucune des tendances de l'opinion saura véritablement faire face à l'éventualité du conflit.

L'ouvrage veut montrer comment cette déliquescence n'est que le reflet ou le résultat de la vie politique nationale. Daladier et ses ministres, Gamelin et son état-major ne sont que piètres politiciens et militaires sans stratégie. L'auteur ici rédige beaucoup de pages sur les arcanes d'une Troisième république, par ailleurs très bien connue. Mais il insiste, non sans originalité, sur l'absence d'envergure des hommes et de la politique. Fontvieille-Alguier reprend les termes d'abandon pour caractériser la diplomatie française à cette époque. Le Quai d'Orsay se tient à la remorque du *Foreign Office*. Les alliés franco-anglais tentent d'échapper à la guerre, que pourtant ils ont déclarée. Ils demeurent inactifs quand la Pologne se fait écraser, mais ils s'émeuvent en faveur de la Finlande attaquée à son tour pendant l'hiver 1940. Il est vrai que, cette fois, l'agresseur est l'URSS. L'auteur soulève ici la question fondamentale. Les Franco-Anglais, ou du moins leurs diplomates, semblent beaucoup hésiter entre l'antifascisme et l'anticommunisme. Ils se scandalisent quand Staline conclut un pacte de non-agression avec Hitler. Mais ce pacte, ils le cherchaient aussi. Sur le pacte germano-soviétique le livre présente une analyse d'autant plus intéressante qu'elle est rare dans les ouvrages de vulgarisation publiés en Occident. Il montre que les attermolements de Londres et Paris poussent l'URSS à établir son propre réseau d'alliances et de défense.

Depuis la campagne anticommuniste qui se développe en France, jusqu'à la déroute mili-

taire, l'opinion publique ne peut trouver aucune référence solide, aucune direction ferme.

Le pamphlétaire ironise sur « la saison des juges » ; ceux de Vichy qui condamnent républicains et hommes de gauche pour abandon des « valeurs éternelles » de la France ; ceux de la Libération, en 1944, qui condamnent les précédents accusateurs pour abandon des « valeurs patriotiques » de la même France.

Où trouver la cause, non de la guerre, mais de la défaite ? L'auteur rappelle les rubriques tant de fois citées. Il accepte de considérer que les raisons de l'échec sont bien antérieures à 1940. La fin de l'unanimité nationale date de l'immédiat après-guerre 1914-18, mais une occasion réelle se présenta d'unir à nouveau les Français. Pour lui, en 1936, trois hommes ont offert cette possibilité : Thorez, Blum, Reynaud.

Ainsi l'ouvrage s'achève-t-il sur une note originale, elle aussi dans l'information destinée au large public. Il s'inscrit dans le courant qui attribue aux conservateurs la responsabilité la plus grande. Mais il enveloppe dans la même verve ironique tous les hommes d'une époque.

Jean-René CHOTARD

*Histoire,
Faculté des Arts,
Université de Sherbrooke.*

CHAUDHURI, Pramit, *Aspects of Indian Economic Development*, George Allen and Unwin, Londres, 1971, 288p.

L'auteur, maître de conférences en économie à l'université du Sussex, a préparé deux volumes de textes sur l'économie indienne, l'un sur les problèmes agricoles et le second, que nous analysons ici, sur le développement et la planification.

Il s'agit d'une étude très documentée où une introduction abondante brosse un tableau général des différentes questions ensuite abordées dans chaque article. Depuis son indépendance, l'Inde a connu un essor économique intéressant. Il s'avère deux ou trois fois supérieur à celui qui se produisait sous l'administration britannique. Mais ces réalisations se heurtent à des réalités contraignantes : la structure fédérale mal définie d'un pays gigantesque, le nombre des secteurs à moderniser, la difficulté des communications et le poids de la population.

L'économie de l'Inde est organisée selon le principe d'une planification gouvernementale. Son objectif est d'assurer la croissance homogène des différents États et de développer des secteurs de production qui aient un impact maximum sur l'économie.

Comme l'Inde demeure un pays d'économie libérale, doté d'un secteur d'État, un service gouvernemental examine les projets de développements industriels que présentent les investisseurs privés. Ceux-ci doivent attendre une autorisation. De cette façon, le *Licensing Committee*, créé en 1952, sélectionne les demandes en fonction des objectifs que déterminent les instances politiques : industries lourdes et industries de biens d'équipement.

Les résultats jusqu'à maintenant obtenus par l'industrie demeurent en-dessous des normes établies par les planificateurs. Selon M. Chaudhuri les procédures du plan sont lourdes, l'information est mal diffusée et, fait plus grave, il se produit une situation de monopole industriel au profit de quelques grands capitalistes indiens (Tata, Birla, etc.) dont les objectifs sont en contradiction avec les buts de l'*Industry Act* de 1951. Or jusqu'à maintenant l'Inde avait tenté de créer une infrastructure industrielle qui visait à produire, non à créer des emplois. Son industrie n'est pas parvenue à la productivité envisagée et le problème de la main-d'œuvre se trouve plus aigu encore qu'en 1950.

L'ouvrage aborde la question insoluble de la démographie. La population s'accroît de 1 million d'habitants par mois. L'accroissement de la population est supérieur à l'accroissement de l'économie, aussi le revenu national moyen par personne est-il en baisse. L'Inde semble s'orienter vers la planification familiale et la limitation des naissances, comme seules solutions pour limiter son essor démographique. Depuis quelques années, des gouvernements étrangers fournissent du personnel spécialisé pour la diffusion des méthodes et des produits anticonceptionnels.

La masse de la population indienne provoque des difficultés économiques considérables. L'agriculture, où domine l'archaïsme des méthodes et des rapports de propriété, ne peut assurer la subsistance nationale. Ces problèmes, handicapent l'essor économique du pays et font de l'Inde le pays le plus pauvre de la planète. Chaque année, l'Inde doit consacrer des sommes considérables à l'achat de nourriture. Les démographes avaient, en 1969, établi des pers-